

**Département des Yvelines
Arrondissement de Saint-Germain-en-Laye**

ARRÊTÉ MUNICIPAL

**PERMISSION DE VOIRIE - RESTRICTIONS TEMPORAIRES DE CIRCULATION ET
DE STATIONNEMENT – SOCIETE FCTP – RACCORDEMENT AU RESEAU DE
CHAUFFAGE URBAIN - RUE JULES FERRY - DU 17 JUILLET AU 11 AOUT 2023**

Le Maire de la Ville de Chatou,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-21 et L.2212-1 à L.2213-5,

Vu le Code de la Route et notamment les articles L.325-1 et suivants, R.325-1 et suivants, R.411-8 et R.417-1 et suivants,

Vu le Code Pénal et notamment l'article R.610-5,

Vu le Code de la Voirie Routière, notamment les articles L.113-2 et R.116-2,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière du 22 octobre 1963,

Vu l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu le Règlement de la Voirie Départementale adopté par l'Assemblée Départementale le 24 septembre 1999,

Vu le Règlement de la Voirie Communale adopté par délibération du Conseil Municipal en date du 24 juin 1998,

Vu la demande présentée par la société FCTP, agissant pour le compte de la société ENGIE Réseaux, pour des travaux de raccordement au réseau de chauffage urbain rue Jules Ferry, **du 17 juillet au 11 août 2023,**

Considérant que le réseaux existant de chauffage urbain se trouve rue Jules Ferry,

Considérant que la rue Jules Ferry est une voie à double sens de circulation,

Considérant qu'il convient de prendre des mesures concernant le stationnement, la circulation des piétons, des automobilistes et des riverains, afin d'assurer leur sécurité pendant les travaux, rue de la Paroisse,

ARRÊTE

Article 1 : Du 17 juillet au 11 août 2023, la société FCTP est autorisée à réaliser des travaux d'extension du réseau de chauffage urbain rue Jules Ferry.

Article 2 : Stationnement

Dans cette même période, en fonction des besoins et de l'avancement du chantier, le stationnement est interdit en dérogation à l'arrêté n° 2023-0171 susvisé, la société FCTP est autorisée à stationner les camions de chantier et engins sans limite de temps et le stationnement lui est réservé sur les 4 places « arrêt 20 min » devant le n° 22 rue Jules Ferry .

En cas de stationnement gênant et en application des articles R.325-1 et R.417-10, il est demandé l'enlèvement du (ou des) véhicule(s) pour mise en fourrière.

Article 3 : Circulation

Le pétitionnaire doit prendre toute disposition pour laisser passer les camions de collectes des déchets, ou doit prendre en charge la pose et dépose des bacs de collectes des riverains.

Le pétitionnaire doit prendre des mesures conservatoires pour la protection des piétons au droit du chantier ; les accès aux habitations restent assurés en permanence pendant la durée du chantier.

Article 4 : Les dispositions qui précèdent sont portées à la connaissance des usagers au moyen des dispositifs réglementaires de signalisation routière. Ces derniers sont mis en place par la société en charge des travaux.

Article 5 : La société exécutant les travaux a la charge de la signalisation temporaire relative à la réalisation de son chantier, de jour comme de nuit. Elle est responsable des conséquences pouvant résulter d'un défaut ou d'une insuffisance de cette signalisation. Cette dernière doit être conforme aux dispositions en vigueur, et notamment à celles édictées par l'instruction interministérielle sur la signalisation routière.

Elle est également responsable des accidents de toute nature pouvant résulter de la réalisation de ses travaux.

Article 6 : Le présent arrêté est obligatoirement affiché sur le site par la société en charge des travaux et au moins 48 h avant la neutralisation des places de stationnement, en indiquant visiblement les dates d'effet de l'interdiction de stationner et les places concernées.

Article 7 : Le Directeur Général des Services, le Commissaire de Police, le Chef de la Police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, publié et affiché selon la réglementation en vigueur.

Article 8 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de VERSAILLES, dans un délai de 2 mois à compter de sa publication. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans les mêmes conditions de délai.

Article 9 : Ampliation du présent arrêté est transmise à :

- Police Municipale
- Police Nationale
- Société FCTP
- Société ENGIE Réseaux
- Société KEOLIS
- Service Collecte des déchets CASGBS

NOTIFIÉ, le

PUBLIÉ, le 11/07/2023